

Une gouvernance économique mondiale depuis le sommet du G6 de 1975

Définitions :

- **Altermondialiste** : Mouvement né dans les années 1990, critiquant les dérives de la mondialisation et souhaitant instaurer une mondialisation plus juste socialement et pour l'environnement. L'altermondialiste s'oppose aux tenants de la mondialisation libérale.
- **Économie** : Ensemble des activités humaines de production, distribution, échange et consommation de biens et de services.
- **Forum** : Réunions informelles de représentants d'États pour coordonner leurs politiques (G8, G20, etc.).
- **Gouvernance économique mondiale** : Mise en place de pratiques, de règles et d'institutions communes pour traiter les questions économiques à l'échelle mondiale. Le terme de gouvernance met l'accent sur les interactions entre acteurs.
- **Institution internationale** : Organisation réunissant des États qui en reconnaissent le caractère supranational.
- **Libéralisation des échanges** : Ensemble des mesures prises pour faciliter et renforcer le développement des échanges à l'échelle mondiale (ex. : supprimer les droits de douane ou les normes d'importation, rendre convertibles les monnaies, etc.).
- **Libéralisme économique** : Doctrine économique qui défend la libre entreprise, l'équilibre de marché et donc la non intervention de l'État dans l'économie.
- **Mondialisation** : Accélération et intensification des échanges (capitaux, personnes, biens, services, informations) à l'échelle mondiale.
- **Néolibéraux** : Tenants du libéralisme économique, ils considèrent comme indésirable l'intervention de l'État dans l'économie et la société.
- **Régulation** : Mise en place de règles visant à organiser l'économie, le commerce et les échanges.

I) La diversité des acteurs rend complexe la gouvernance économique mondiale

A) Les organisations internationales, à l'origine de la gouvernance économique mondiale

- encadrement et régulation du commerce international : du **GATT** de 1947 (réduction des barrières douanières) à l'**OMC** (faciliter les échanges mondiaux) en 1995
- aide aux pays en difficulté financière : le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales de développement (BID, BAD)
- les agences de l'ONU : la CNUCED (Conférences des Nations-Unies pour le commerce et le développement) depuis 1964, tribune de revendication des Suds

B) Une gouvernance mondiale sous la direction des principales puissances économiques : du G6 au G20

- les principales puissances économiques mondiales se réunissent en **groupes d'États** à la suite du premier choc pétrolier :
 - le G6 en 1975 : États-Unis, Japon, France, Royaume-uni, Italie, RFA
 - le G7 en 1976 : G6 + Canada
 - le G8 en 1998 : G7 + Fédération de Russie
- l'ouverture aux pays émergents : création du G20 en 1999
- **les organisations régionales** jouent un rôle croissant : ALENA, Mercosur, Union européenne, ASEAN

C) Le poids croissant des acteurs non-étatiques

- les Organisations non-gouvernementales (ONG) défendent **les intérêts des consommateurs** et sensibilisent les autres acteurs sur des thématiques précises : Greenpeace (pour l'environnement), Action contre la faim (pour lutter contre la malnutrition), etc.
- les firmes transnationales, piliers de l'économie mondiale, promeuvent **la libéralisation des échanges**
- syndicats et groupes de pression tentent **d'orienter la gouvernance économique mondiale** : altermondialistes, mouvement Attac en France

Transition : la gouvernance économique fait intervenir de nombreux acteurs de plus en plus divers qui tentent de s'entendre pour établir des règles à l'échelle mondiale.

II) Les champs d'action de la gouvernance mondiale dans la mondialisation

A) Réguler le commerce mondial

- libéralisation des marchés financiers depuis les années 1980 : la dérégulation financière encourage la **libre circulation des capitaux** et soutient la **croissance des échanges**
- volonté d'établir des règles économiques internationales, de défendre la libéralisation des échanges et de réduire les barrières douanières
- **empêcher les monopoles et les abus de position dominante** : mise en place de mécanismes de sanctions économiques
- la question de la finance mondiale : réguler ou déréguler ?

B) Favoriser le développement

- programmes d'ajustement structurel du FMI pour les pays en développement
- aide financière de la Banque mondiale et des banques régionales de développement pour construire des infrastructures ou améliorer les systèmes de santé et d'éducation dans les pays pauvres

C) Résoudre les crises du capitalisme

- l'économie mondialisée voit des crises se succéder : choc pétrolier de 1979, crise asiatique de 1997, éclatement de la bulle Internet de 2000, crise des subprimes de 2007, crise bancaire et des dettes souveraines de 2008
- la coopération dans la résolution des crises : conférences et sommets
- la prévention des crises : éviter les spéculations financières

Transition : avec la mondialisation des échanges, la planète devient **un seul grand marché**, où les hommes, les biens et les capitaux circulent librement. La gouvernance économique mondiale cherche à réguler les échanges, et à prévenir et résoudre les crises économiques.

III) Une gouvernance économique mondiale critiquée

A) Une gouvernance efficace ?

- un concept flou et des réalisations modestes : incapacité de la gouvernance économique mondiale à empêcher les crises financières
- une « diplomatie de connivence » entre les grandes puissances, dénoncée par les **pays émergents** qui défendent leurs intérêts propres
- rôle croissant des organisations régionales et retour des acteurs traditionnels : face à la crise, en 2007, les États forment **des plans de sauvetage des banques**, en mettant le modèle néolibéral de côté
- les nouveaux défis du développement durable : nécessité de prise en compte de la **question environnementale** par la gouvernance économique mondiale

B) Une gouvernance néolibérale ?

- une gouvernance promue par les milieux néolibéraux et le forum de Davos, qui visent la **libéralisation des échanges** et la **suppression des barrières tarifaires et douanières**
- une gouvernance contestée par les **altermondialistes** qui militent pour des régulations étatiques, et dénoncent les conséquences sociales et environnementales des politiques libérales : Forum social mondial
- réformes nécessaires à la suite de la crise de 2007 : séparer les opérations de crédit et d'investissement au sein des banques, limiter la portée des paradis fiscaux, etc.

Bilan : après une période **de libéralisation de l'économie mondiale** et depuis les crises des années 2000, la gouvernance économique mondiale est de plus en plus critiquée. Les États prennent conscience de la nécessité de réguler davantage **l'économie mondiale**.